

# 1918 : La France coloniale et, dans la Loire, la place des étrangers et des femmes dans l'économie de guerre

Gabriel Mas

## Introduction

En 1918, Clemenceau, qui dirigeait le gouvernement, demanda 50 000 soldats et 50 000 travailleurs. C'est dire l'importance des besoins en hommes et en matériel au bout de trois années de guerre. Nous nous demanderons d'abord comment s'est déroulé le recrutement des hommes dans les colonies. Puis, nous aurons à évoquer la diversité de la présence étrangère dans l'agriculture et surtout dans les principales usines d'armement du département. Quelles furent les conditions de travail et de logement de tous ces migrants et leurs relations avec les autres ouvriers ? Les « Ligériennes » ont aussi largement contribué au fonctionnement de l'économie de guerre. Comment ont-elles résolu le problème de l'absence de leurs maris dans les fermes ? Quel fut leur travail et quelle place ont-elles eu dans les usines ? Comment ont-elles participé aux mouvements de contestation des années 1917 et 1918 ? Il s'agira enfin de préciser comment se sont effectuées les diverses démobilisations après le 11 novembre 1918.

## I. Résistances à la conscription dans les colonies

Au cours de la guerre, le recrutement des travailleurs et des soldats rencontra de sérieuses difficultés dans une grande partie de l'empire colonial, d'autant plus que cette conscription était basée, en principe, seulement sur le volontariat. Il y eut diverses formes de révoltes, de guerres et de rébellions.

### 1. En Nouvelle-Calédonie, révolte des Kanaks

Les Kanaks sont les autochtones de Nouvelle-Calédonie. La colonisation a réduit de 60 % la superficie de leurs réserves, espaces inaliénables, et celles-ci étaient l'objet d'une recherche minière. De plus, le régime de l'indigénat les a rendus français malgré eux, mais sans jamais les accepter comme tels.

En 1916, 1 000 « volontaires » kanaks sont partis à la guerre en France et, en 1917, l'insistance des autorités à recruter de nouveaux volontaires, alors qu'on savait qu'un tiers d'entre eux étaient déjà morts, a mis le feu aux poudres. La « guerre kanak », déclenchée en 1917, dura près de 18 mois. Les Kanaks s'en sont pris aux colons isolés, aux gardiens des mines, aux militaires français et aux « indigènes » qui les aidaient dans leur tâche de répression de cette guérilla. Les cœurs des colons tués étaient remis aux chefs kanaks et les troupes coloniales, qui pratiquaient la politique de la terre brûlée, demandaient à leurs auxiliaires kanaks de leur apporter la tête des rebelles moyennant une prime de cinquante francs pour chaque guerrier tué. Le ratissage musclé de toutes les zones impliquées dans le conflit dura jusqu'à la fin de 1918.

### 2. La conscription en Afrique noire et à Madagascar

Des Sénégalais de quatre communes (Dakar, Gorée, Saint-Louis, Rufisque) de l'Afrique occidentale française, qui bénéficiaient de la citoyenneté française, s'engagèrent pour combattre en France, pensant que le volontariat ferait d'eux les égaux des blancs. Mais, dès le début de la guerre, des individus et parfois les habitants de villages entiers ont fui vers les colonies étrangères : Guinée portugaise, « république noire » du Libéria, Nigéria anglais. En 1915, des milliers de Bambaras, au nord de Bamako (Mali actuel) se sont révoltés après un incident, lors du recrutement dans un village. En 1916, la révolte de l'Ouest-Volta (Burkina Faso actuel)

concerna une zone de 500 000 habitants et eut aussi pour cause le recrutement des jeunes gens. La répression des troupes françaises fut très dure. Il y eut des milliers de morts et cent dix villages détruits ou incendiés.

Madagascar a été l'un des territoires sous domination française les plus sollicités pendant la première guerre mondiale. Des commissions mobiles de recrutement sillonnaient l'île pour aller chercher les « volontaires » chez eux. En 1915, au moment où le recrutement battait son plein, une association, prônant à la fois la défense de la terre des ancêtres et l'unité entre tous les Malgaches, fut accusée de comploter contre le pouvoir colonial et fut l'objet de nombreuses arrestations. Un de ses membres, le pasteur Ravelojaona fut arrêté. Jugé, il fut défendu par la mission protestante française. Il fut acquitté, mais, comme il avait du charisme, l'armée le chargea, fin 1916, d'aller accueillir ses compatriotes à Marseille.

### **3. Les résistances en Algérie et au Maroc**

L'élite des jeunes Algériens, soucieuse d'arracher des droits politiques, fut favorable à la conscription, contrairement à la masse des Algériens. Le pouvoir français n'avait appelé, par le décret de février 1912, qu'une petite fraction du contingent, par tirage au sort. En août 1914, le départ des soldats s'effectua sans encombre, mais, en 1915, des conscrits ne se rendirent pas devant la commission et il y eut des tentatives pour délivrer les conscrits.

À la suite des décrets de 1916 prévoyant l'incorporation intégrale des conscrits, les résistances à la circonscription furent encore plus fortes. Une insurrection éclata dans le Sud-Constantinois (massif de l'Aurès) en novembre 1916 : des Européens furent tués, des voies ferrées sabotées, des archives du recrutement détruites. La répression dura cinq mois. Finalement, 10 400 déserteurs et insoumis furent dénombrés, en Algérie, de 1914 à 1918.

Au Maroc, le recrutement rencontra aussi des difficultés sérieuses. Comme le pays n'est pas tout entier « pacifié », le général Lyautey donne la priorité au contrôle de l'intérieur du Maroc, alors que Paris lui demande de se replier sur la côte pour envoyer des troupes en France. Les chefs de tribu et les caïds ralliés à la France jouent le rôle d'intermédiaire, mais les Marocains préfèrent souvent les travaux de chantier mieux payés et moins risqués. Au début de 1918, Lyautey n'a envoyé que 6 000 Marocains sur les 88 000 demandés. Il faut dire aussi que les sympathies des indigènes, comme dans le reste du Maghreb, vont à l'Empire ottoman et que le bilan des pertes est terrible dès 1914 : la proportion des tirailleurs tués a été supérieure à celle des métropolitains.

En tout cas, la Grande Guerre a dirigé vers la France des centaines de milliers d'hommes venus du monde entier pour combattre et travailler.

## **II. Étrangers et coloniaux dans l'économie de guerre**

La France a fait venir environ 500 000 soldats de son Empire colonial de 1914 à 1918. Il s'agissait, pour la plupart d'entre eux d'un appel forcé. La moitié était originaire des pays du Maghreb dont 172 000 Algériens. Furent recrutés également, dans tout l'Empire, 220 000 travailleurs « coloniaux » dont, là aussi, une majorité de Maghrébins, auxquels s'ajoutèrent 225 000 travailleurs européens. L'apport colonial revêtit une importance majeure, puisque les travailleurs « coloniaux » représentèrent plus de 7 % de la main-d'œuvre militarisée employée, par exemple, dans les ateliers de l'armée et 16 % de la main-d'œuvre civile dans les usines d'armement.

Beaucoup de nationalités furent donc présentes sur le sol français, sans oublier le recrutement de travailleurs chinois.

## **1. La présence étrangère dans le monde du travail**

Les travailleurs coloniaux, Algériens, Indochinois, Sénégalais..., servirent non seulement dans les ateliers de l'armée, mais aussi comme manœuvres dans les ports, les triages de chemins de fer, les poudreries, les fabriques d'obus, et, chez des agriculteurs à la fin de la guerre. Ils furent soumis à de dures conditions de travail et furent logés souvent dans des baraques en bois. Cette main-d'œuvre était très surveillée par une multitude d'agents, car on voulait empêcher les relations entre Français et indigènes. Par ailleurs, pour l'ensemble des travailleurs immigrés, le gouvernement imposa, dès 1916, une carte d'identité, de couleur différente dans l'agriculture et dans l'industrie.

Il faut aussi préciser que tous les étrangers présents alors en France, le furent, volontairement ou involontairement, pour des raisons très diverses.

Les réfugiés belges furent embauchés dans le secteur agricole et dans les mines, dont celles de la Loire. La France s'est montrée aussi particulièrement accueillante à l'égard des Russes fuyant le régime imposé par les bolcheviks, fin 1917. Dès cette époque, des Russes furent embauchés à l'usine en construction, Chavanne-Brun, à Montbrison.

Des prisonniers de guerre allemands travaillaient aussi dans l'arrondissement : en décembre 1916, cinq d'entre eux, travaillant à l'extraction du basalte du mont d'Uzore, se sont évadés de leur cantonnement.

Le sort des Alsaciens, présents sur le territoire français pendant la guerre, est particulier. Les soldats français qui ont pénétré dans le sud de l'Alsace en août 1914, ont raflé plusieurs dizaines de personnes, surtout des fonctionnaires allemands, qu'ils ont rapatriés comme otages. Dès lors, comme les Allemands ont procédé de même vis-à-vis des Français, dans la partie vosgienne qu'ils ont envahie, il y eut un chantage réciproque entre les deux pays. Par ailleurs, les Alsaciens, évacués par les soldats français, ont été classés en trois catégories, suivant leur degré de francophilie. Ceux qui étaient considérés comme douteux, voire suspects, furent dirigés vers les camps de concentration, appelés aussi dépôts d'internés. Ainsi, les Alsaciens-Lorrains qui avaient déserté l'armée allemande, étaient dirigés sur le dépôt de Saint-Rambert-sur-Loire.

Les pays liés à la première guerre mondiale ont ouvert des camps pour regrouper des civils des nations ennemies. En France, on interna, surtout à l'ouest du pays, des civils allemands, austro-hongrois et alsaciens et des personnes indésirables dans la zone des armées. Le travail de ces internés, d'abord à l'intérieur des dépôts, puis à l'extérieur, à partir de 1917, était effectué surtout chez des agriculteurs.

Les nationalités représentées parmi les étrangers présents dans le département en 1918, étaient celles des Polonais, des Russes, des Italiens, des Espagnols et des Chinois. La neutralité de l'Espagne plaçait ce pays dans une situation privilégiée sur le marché international de la main-d'œuvre. Quant aux 100 000 travailleurs chinois sous contrat, ils furent employés sur le front pour le terrassement de tranchées et nous allons les retrouver dans les usines d'armement de Roanne et du bassin stéphanois.

## **2. Les travailleurs immigrés dans les usines d'armement de la Loire**

En 1915, la France avait perdu ses grandes régions sidérurgiques du Nord et du Nord-Est. Aussi, le ministre de l'Armement, Albert Thomas, porta son attention sur le bassin industriel stéphanois et en particulier sur la ville de Saint-Chamond où on fabriquait un acier spécial qui permettait de fabriquer des canons lourds. Les usines sidérurgiques de Saint-Chamond rassemblaient plus de 10 000 ouvriers et ouvrières. Ces usines appartenaient à la Compagnie des forges et aciéries de la Marine et d'Homécourt dont les patrons, appuyés par le ministre Thomas, assurèrent les énormes commandes pour l'artillerie. Des wagons partaient tous les soirs sur les lignes du PLM. Le ministre fit aussi construire un arsenal à Roanne pour augmenter la production d'obus et de canons de gros calibre. Là aussi, femmes et immigrés firent partie des milliers d'ouvriers, auxquels s'ajoutèrent des enfants. En 1917, tous travaillèrent à la construction des ateliers et à la fabrication des munitions

Dans le train des permissionnaires, parti de Roanne pour Saint-Germain-des-Fossés, le 8 août 1917, un inspecteur a rapporté les propos de deux soldats, affirmant qu'à Roanne on rencontrait des individus de toutes les nationalités et l'un d'eux ajoutait, qu'après la guerre, il n'y aurait plus chez nous que des Chinois, des Arabes, des Espagnols...

En attendant la construction des cités ouvrières, les travailleurs de l'Arsenal ont été logés dans des baraquements en bois et dans une trentaine de fermes. Les prisonniers de guerre et les Chinois étaient alors employés à des travaux de terrassement. L'arrivée de ces étrangers était mal perçue par la population et les journaux évoquaient, à l'occasion, une rixe impliquant des Espagnols, ou bien des Chinois, à l'origine de violences dans un café.

Au total, dans le bassin industriel stéphanois, plus de 100 000 personnes travaillaient pour la défense nationale, dont 27 000 femmes et 6 700 étrangers : Alsaciens, Chinois, Kabyles, Grecs, Espagnols étaient logés dans des cantonnements insalubres gardés militairement. À Firminy, ces cantonnements étaient coincés entre l'Ondaine, les voies de circulation et les aciéries, concentrant 10 000 ouvriers dont 1 300 étrangers. À Unieux, aux aciéries et forges Holtzer, ces derniers étaient 630 sur 3 800 ouvriers. Dans la ville de Saint-Étienne, la Manufacture nationale d'armes, qui fabrique des fusils et des mitrailleuses, est la plus grosse entreprise, avec 16 000 ouvriers pendant la guerre. À Saint-Étienne, la proportion d'étrangers et les conditions de logement étaient comparables à celles de la vallée de l'Ondaine.

Une entreprise de Saint-Chamond, la société Chavanne-Brun, qui fabriquait des obus en fonte aciérée, installa, en 1917, une usine à Montbrison, entre la voie ferrée et la route Montbrison-Feurs. Cette usine, construite à l'emplacement d'un champ de course, devait, là aussi, fabriquer des obus. Au moment de sa construction, en décembre 1917, des réfugiés russes, qui fuyaient la révolution bolchevique, furent embauchés.

Du printemps 1917 au printemps 1918, grèves, manifestations et diverses violences se sont multipliées dans le bassin industriel stéphanois et à Roanne. Les ouvriers n'avaient ni le droit de grève, ni le droit syndical mais le mouvement syndicaliste va tout de même renaître en 1917, en particulier dans la vallée de l'Ondaine, sous l'impulsion d'un ouvrier mobilisé, en décembre 1915, chez Holtzer, à Unieux, Clovis Andrieux. Ce dernier était secrétaire du syndicat des métaux de Firminy. Les Chinois embauchés chez Holtzer se sont mis en grève le 20 avril 1917, car leur salaire était payé tardivement. Dans ce climat troublé, s'est produit, le 1<sup>er</sup> mai, une rixe entre ouvriers kabyles, chinois et alsaciens qui fit plusieurs morts. Comme les ouvriers mobilisés français avaient peur d'être renvoyés sur le front, à cause du recrutement étranger, il y eut, aussi, en 1917, d'autres incidents, comme à Unieux, opposant des ouvriers français à des Chinois et des Nord-Africains. Les Alsaciens étaient aussi pris à partie, traités de « sales boches » lorsqu'ils parlaient alsacien ou allemand. L'un d'eux, originaire du sud de l'Alsace, a résidé dans notre département et a eu, au cours de cette guerre, un parcours original.

### **3. L'odyssée de l'Alsacien Pierre Schlund**

Né dans le Haut-Rhin en 1890, Pierre Schlund venait d'achever ses études d'ingénieur lorsque la première guerre mondiale éclata. Il y participa, malgré lui, comme soldat allemand, après avoir été incorporé au 170<sup>e</sup> régiment d'infanterie d'Offenburg. Le 10 août 1914, au premier engagement avec les troupes françaises, près de Mulhouse, il déserte et se rend aux premiers soldats français rencontrés, ceux du 35<sup>e</sup> RI.

Après avoir été interrogé par le général commandant l'armée d'Alsace, il est emprisonné à Belfort avec deux autres déserteurs alsaciens. Après avoir fréquenté divers lieux d'enfermement où ils ont des altercations avec des prisonniers allemands, Pierre Schlund se retrouve finalement dans un hôpital temporaire de Roanne. Là, il va seconder un médecin d'origine alsacienne comme interprète et infirmier. Mais, le 19 décembre, il est sollicité pour une nouvelle collaboration, avec le lieutenant Platier, pour mettre sur pied un camp (dépôt d'internés) regroupant tous les Alsaciens déserteurs à Saint-Rambert-sur-Loire.

Le 23 décembre, 2 500 Alsaciens-Lorrains sont internés dans l'ancien noviciat des Frères des écoles chrétiennes de Saint-Rambert (aujourd'hui maison de retraite départementale). On leur donne un uniforme bleu. Très vite, une quarantaine de détachements vont quitter le camp pour fournir de la main-d'œuvre (bûcheronnage dans l'Allier etc.). Pour sa part, Pierre Schlund a participé à l'installation d'une fabrique d'obus, à Fraisses, où 400 Chinois ont aussi été embauchés. Les Alsaciens commandent les équipes d'ouvriers et des bagarres se sont produites avec les Chinois, car ceux-ci veulent être rétribués à l'avance. Les Alsaciens ont assiégé les baraquements chinois et y ont mis le feu : deux Alsaciens et dix-sept Chinois ont été tués.

Pierre Schlund a aussi travaillé aux aciéries et forges Holtzer d'Unieux, puis il fut affecté au 1<sup>er</sup> régiment de zouaves à Alger et il resta en Algérie jusqu'à l'automne 1917. Enfin, au printemps 1918, il fut convoqué à Châlons-sur-Marne et il fut affecté au « centre d'interrogatoire spécial des prisonniers de guerre » allemands. Il changeait donc complètement d'activité en regroupant avec ses collègues des informations recueillies près du front, dans les camps, les prisons et les hôpitaux.

Retournons maintenant à l'arrière du front pour mesurer la place importante occupée par les Françaises dans l'économie de guerre.

### **III. Une forte présence des femmes dans l'agriculture et l'industrie**

Le 7 août 1914, le président du Conseil, René Viviani, s'adressa aux femmes françaises en leur demandant de remplacer sur le champ du travail ceux qui étaient sur le champ de bataille. Plusieurs millions de femmes d'agriculteurs se sont retrouvées à la tête des exploitations au moment de l'achèvement de la moisson. Avec le prolongement de la guerre, les Françaises durent pratiquer bien d'autres activités, en particulier dans les services publics. Les entreprises furent d'abord réticentes pour embaucher des femmes, mais l'État fut amené à encourager le recrutement d'ouvrières par voie d'affiche, en particulier dans la Loire, où il y avait de nombreuses usines d'armement. Les femmes mariées ont été souvent réduites à vivre avec la maigre allocation des épouses de mobilisés : 1, 25 F par jour et cinquante centimes par enfant à charge, alors qu'une ouvrière gagnait 5 à 6 F par jour. Évoquons d'abord le sort des agricultrices.

#### **1. Des agricultrices à la peine dans les fermes**

Dans le Forez, la récolte de l'été 1914 a bien été engrangée, mais la pluie et le manque de bras la limitent : le 12 août 1914, 17 tonnes de blé sur les 70 prévues sont récoltées. Des femmes battent le blé, arrachent les pommes de terre, sulfatent les vignes, ramassent les haricots, s'occupent du bétail. Après les moissons, les champs sont travaillés au prix de lourds efforts physiques, car les animaux de trait, chevaux et bœufs, ont été réquisitionnés pour l'armée. À cause de la pénurie de main-d'œuvre masculine, des prés de fauche sont mis en pâture et il n'y a plus assez de monde pour planter ou arracher les pommes de terre, moissonner, entretenir les vignes...

Toutefois, le sous-préfet de Montbrison, en septembre 1915, souligne la besogne digne d'admiration des femmes des mobilisés, en ce qui concerne les travaux agricoles. Dès l'âge de 10 ans, ajoute-t-il, les jeunes enfants apportent une aide très précieuse, complétée par celle des salariés, de volontaires, de maréchaux-ferrants. Il y avait aussi quelques prisonniers allemands qui passaient de ferme en ferme et travaillaient là où ils pouvaient rendre service. Les exploitations de montagne s'en sortaient mieux car la main-d'œuvre était surtout familiale.

Les lettres échangées entre les paysans-soldats et leurs femmes montrent que ces dernières les tiennent au courant de ce qui concerne l'avancée des travaux de la ferme et leur demandent conseil. Parfois, il y a désaccord. Une agricultrice, à Épeluy, près de Sury-le-Comtal, dit qu'elle veut se débarrasser d'une partie

de la vigne, car cela lui donne trop de travail et son mari lui répond : « Tu n'as qu'à employer des "boches". Si j'en avais sous la main, je ne les laisserais pas dans un dépôt de prisonniers à ne rien faire. »

À partir de 1917, le manque de main-d'œuvre agricole est devenu plus préoccupant. En novembre, 200 soldats russes sont arrivés à Montbrison et ont pris part aux travaux agricoles. Il a fallu une circulaire du ministère de la Guerre de janvier 1917, renvoyant à la terre les agriculteurs des classes 1888 et 1889, pour que la situation s'améliore un peu. En 1918, les journaux locaux évoquent de plus en plus souvent les modalités de placement de la main-d'œuvre étrangère dans les exploitations agricoles : en mars 1918, la préfecture informe que des Polonais, agriculteurs de profession, mais actuellement mineurs, demandent à s'employer à la culture. En mai, ce sont des Alsaciens qui sont réclamés à la fois par des industriels et la commission départementale de la main-d'œuvre agricole. En août, ce sont 9 jeunes Serbes que le syndicat national agricole de Montbrison voudrait placer.

La main-d'œuvre manque aussi dans les usines d'armement où les femmes vont être embauchées en grand nombre.

## **2. La place des femmes dans les usines d'armement**

Comme les industriels de la Loire se plaignaient des usineuses qui, disaient-ils, abandonnaient le travail pour des causes futiles, ceux-ci organisèrent et contrôlèrent eux-mêmes le placement de la main-d'œuvre féminine.

Aux Forges et aciéries de la Marine de Saint-Chamond, principale entreprise du bassin stéphanois, il y avait, en 1917, 5 500 ouvrières. Ces femmes étaient employées à l'atelier de chaudronnerie, à la douillerie, à l'usinage et au contrôle des obus. L'atelier de pyrotechnique, où on fabriquait et chargeait des fusées, était exclusivement féminin. Ces ouvrières gagnaient mieux que dans la rubanerie, mais le travail à la pyrotechnique était salissant, pénible et très dangereux car les femmes maniaient un explosif, la mélinite, qui verdissait les mains et provoquait un épaissement de la peau. Après la guerre, le patron des Forges s'est flatté d'être parvenu à livrer au front plus de 200 000 fusées par jour sans accident grave. Or, pendant la guerre, plusieurs femmes ont subi des amputations de doigts et deux sont mortes à la suite d'explosions.

En apprenant, le 13 avril 1917, le décès de l'une d'elles, ouvrière de 19 ans qui avait eu plusieurs plaies au niveau du sein droit, les ouvrières des Forges s'arrêtent de travailler, élisent deux déléguées qui réclament une augmentation de salaire pour travail dangereux, mais le directeur les expulse de son bureau et le secrétaire des métaux de Saint-Chamond les renvoie devant le contrôleur de la main-d'œuvre militaire. Les ouvrières pratiquent alors le sabotage à la production (des fusées ne sont pas chargées) et la baisse des cadences. Une section féminine du syndicat des métaux s'est formée sous l'influence de syndicalistes mobilisés dans l'usine. Les syndicalistes locaux sont hostiles au travail des femmes et à leur syndicalisation, contrairement aux ouvriers mobilisés venus d'ailleurs comme Andrieux, secrétaire du syndicat des métaux de Firminy. Celui-ci, à cause de sa forte influence sur ouvriers, a été rappelé pour le front le 27 novembre 1917 ; mais, la grève générale dans le bassin stéphanois, jusqu'au 6 décembre, pour exiger son retour, a été victorieuse. Si les renvois se multiplient après la grève générale, dont ceux d'ouvrières syndiquées, il y a de fortes tensions sociales jusque fin mai 1918, à cause du rationnement du pain et du réveil du mouvement pacifiste, avec une forte participation des femmes. Les réunions contre la guerre se succèdent à Roanne et dans le bassin stéphanois. Le 31 janvier 1918, de nombreuses femmes se rassemblent à Saint-Étienne pour protester contre le départ de jeunes recrues et d'ouvriers mobilisés rappelés au front. À Roanne, le 5 février 1918, 2 000 manifestants ont parcouru les rues en criant qu'ils ne pouvaient travailler s'ils n'avaient pas de pain. Des violences ont eu lieu devant la caserne, là où ouvriers et ouvrières, venant de l'Arsenal, descendaient des tramways. L'immeuble d'un industriel a été incendié. Parmi les 17 accusés, qui avaient de 15 à 22 ans, jugés fin mai, il y avait 3 jeunes filles. En mai, à l'Arsenal, des femmes en grève criaient : « À bas la guerre ! Rendez-nous nos maris ! » Et à Saint-Chamond, des femmes se sont opposées à la guerre en se couchant sur les voies de chemin de fer pour empêcher le

départ des trains de soldats. Elles ont aussi, le 23 mai, entouré plusieurs mobilisés sur le quai, en criant : « À bas la guerre, vive la paix, n'allez pas à la boucherie, ne partez pas ! »

Le mois de mai a vu aussi l'agitation gagner le Forez. À Feurs, le travail a cessé après l'intervention du syndicaliste Baisson qui a accusé le gouvernement de prolonger la guerre. Parmi les grévistes des 6 usines de métallurgie, les femmes, d'après le sous-préfet, se sont montrées les plus virulentes. Ce dernier s'est adressé aux grévistes et a trouvé un argument persuasif en affirmant que les organisations parisiennes avaient repris le travail.

L'arrestation, le 25 mai, dans le bassin stéphanois, d'Andrieux et de 50 dirigeants syndicalistes, dont une dizaine de femmes, a été déterminante. De toute façon, le reste de la population n'approuvait pas ces grèves.

### **3. Démobilisations et sorties de la guerre**

Le 21 décembre 1918, les ouvrières de la pyrotechnie de Saint-Étienne écrivent au préfet pour se plaindre d'avoir été licenciées sans indemnité. De plus, comme les usines textiles refusent d'embaucher des femmes ayant travaillé dans les usines de guerre, elles sont sans travail. À la demande d'explications du préfet, l'entreprise Automoto dont dépend la pyrotechnie, a répondu que les ouvrières qui ont été renvoyées n'étaient pas nécessaires puisqu'un membre de leur famille travaillait. La démobilisation brutale des femmes, en novembre-décembre 1918, a une fonction autant symbolique qu'économique. Il faut rassurer les combattants sur la place qu'ils pourront retrouver. Cette démobilisation s'est accompagnée de discours critiques sur l'émancipation des femmes. Par ailleurs, le service de l'Inspection du travail a suggéré aux industriels d'effectuer les travaux jusqu'ici différés, d'hygiène et de sécurité des ateliers.

Les « coloniaux » et les Chinois ont été rapatriés dans leur grande majorité. En février 1918, la jouissance des privilèges civiques avait été accordée aux Africains qui s'engageaient, mais les administrateurs coloniaux se sont efforcés, après la guerre, de faire revenir les ex-engagés dans le régime de l'indigénat, d'où des incidents qui ont éclaté un peu partout dans l'Afrique occidentale française. En ce qui concerne les quelques centaines d'unions légales contractées entre les indigènes et des Françaises, le gouvernement a décidé, en 1919, de ne pas rapatrier ces indigènes afin de ne pas porter atteinte au prestige des Blancs.

Le départ des ouvriers espagnols, chinois... a causé une grande satisfaction chez les soldats démobilisés. Sur le registre de recensement des étrangers résidant à Montbrison en 1921, les Arméniens ne figuraient pas encore. D'une part, après le génocide de 1915, les réfugiés arméniens sont devenus apatrides, avant d'avoir accès au passeport Nansen en 1924. Dans les années 1920, ils sont appelés tantôt Turcs, tantôt Ottomans, Levantins ou Méditerranéens. D'autre part, avant d'arriver en France, dans les années 1920, ils ont connu un long exode, marqué par différentes étapes. La plupart sont arrivés à Marseille à partir de 1923. À Saint-Étienne, beaucoup sont arrivés entre 1923 et 1927 (700 personnes). Après avoir quitté Marseille, ils ont remonté la vallée du Rhône où ils ont fait des haltes, en particulier dans les villes de l'Ardèche où il y avait des usines textiles. Si, à Saint-Étienne, les Arméniens se sont dispersés dans la ville, à Saint-Chamond, ils ont formé une communauté. Au cours des premières arrivées, les hommes étaient majoritaires et ont trouvé des emplois non qualifiés dans l'industrie. Une dizaine de familles sont arrivées à Montbrison au milieu des années 1920. La première famille, la famille Arabadjian, a séjourné d'abord à Bourg-Argental, puis à Bourgoin, où la grand-mère maternelle de Jeanine Paloulian, née Arabadjian, travaillait dans une usine textile, avant de venir travailler à Montbrison dans la filiale de l'entreprise de Bourgoin. Accompagnée de sa fille, la grand-mère a retrouvé à Montbrison les deux garçons Arabadjian.

## Conclusion

Pendant la première guerre mondiale, le recrutement de travailleurs et surtout de soldats a rencontré beaucoup de résistances dans les colonies françaises. À ces « colonisés » présents sur le sol français et en particulier dans la Loire, à cause d'une forte densité d'usines d'armement, se sont ajoutés d'autres étrangers. Ces derniers étaient là, non seulement comme travailleurs, mais aussi comme réfugiés, prisonniers, ou ils avaient été, au début de la guerre, considérés comme ressortissants de pays ennemis et, à ce titre, internés. Aux travailleurs étrangers, nombreux dans le bassin industriel stéphanois et à Roanne, se sont jointes encore plus d'ouvrières, alors que dans les campagnes, les paysannes devaient remplacer leurs maris partis sur le front. Dans les usines d'armement, les conditions de travail étaient parfois dangereuses, en particulier pour les femmes ; des affrontements se sont produits entre ouvriers français et étrangers, de même qu'entre ouvriers étrangers. À partir de 1917 et surtout au printemps 1918, à cause du rationnement du pain et du développement du mouvement pacifiste, les grèves et les manifestations se sont multipliées à Roanne et dans le pôle industriel stéphanois. Même si la majorité de la population est hostile à ce mouvement protestataire, le département de la Loire est tout de même considéré comme celui dont les lettres qui parviennent au front sont rangées parmi les plus mauvaises.

Finalement, du point de vue économique et du travail, le concours colonial et étranger a été d'une importance capitale. Pour les femmes, la Grande Guerre apparaît comme une parenthèse. Les seules qui ont pu conserver leur promotion sociale du temps de guerre l'ont payé au prix fort : ce sont les veuves devenues chefs de famille ou d'entreprise. D'ailleurs la France est restée alors une « démocratie sans femme », puisque les sénateurs ont refusé en 1922 de leur accorder le droit de vote.

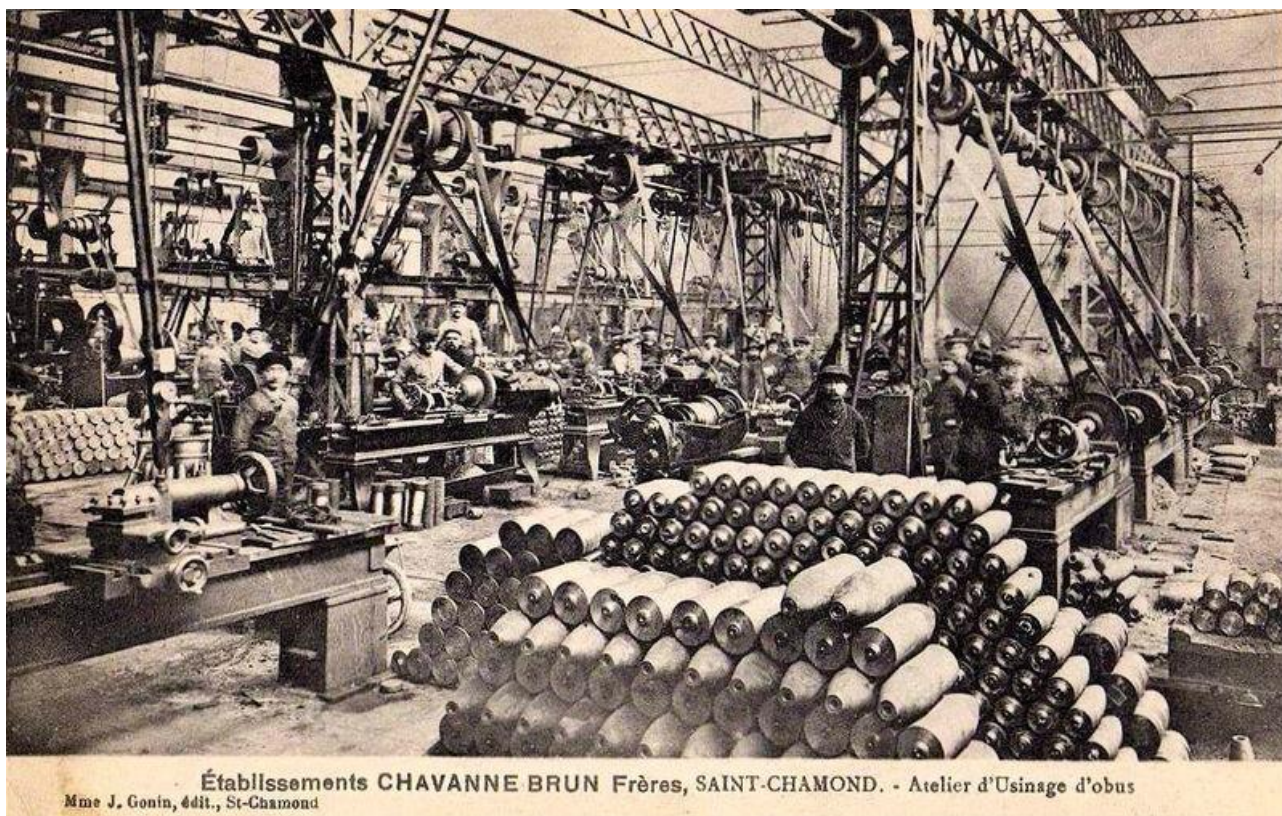
## Bibliographie

ZANCARINI-FOURNEL (Michelle), *Les luttes et les rêves – Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, Zones, 2016, 995 p.

MERLEY (Jean) (dir.), *Histoire de Saint-Étienne*, Privat, 1990, 320 p.



## Annexes



**Usines Chavanne-Brun Saint-Chamond**



**Construction de l'arsenal de Roanne**

Archives départementales de la Loire : documents tirés de *L'autre front 1914-1918 dans la Loire*, textes choisis et présentés par Michelle Zancarini.

EXTRAITS DU RECAPITULATIF DU PERSONNEL  
TRAVAILLANT DANS LES ETABLISSEMENTS MILITAIRES,  
USINES ET ATELIERS PRIVES POUR LA DEFENSE NATIONALE  
ETABLI PAR LE COMMISSAIRE CENTRAL DE  
POLICE DE SAINT-ETIENNE EN 1917 .- A.D.L. 92 M 240.

Communes importantes	Mobilisés	Civils	Femmes	Enfants (12 à 18 ans)	Etrangers	Nombre des établissements	Totaux
Firminy	5 033	2 551	2 001	622	1 328	35	11 535
Unieux	2 359	6 89	184	2	527	5	3 861
Le Chambon-Feugerolles	2 897	1 184	1 127	293	36	64	5 527
Rive-de-Gier	3 906	1 775	588	43	818	68	7 130
Saint-Chamond	11 524		6 127	21	1 010	70	22 645
L'Horme	1 165	439	267		160	10	2 031
Saint-Etienne	17 953	13 681	15 998	1 682	2 664	494	51 978
(...)							
<b>Total du bassin stéphanois</b>	<b>46 163</b>	<b>25 313</b>	<b>27 074</b>	<b>2 797</b>	<b>6 660</b>		<b>100 007</b>

DOCUMENT N° 5 : B) Usines et personnel.

EXTRAITS DE LA LISTE DES ETABLISSEMENTS TRAVAILLANT POUR L'ARMÉE DANS LE DEPARTEMENT DE LA LOIRE  
[ celle de 1915 a été établie à la demande de la commission du budget de l'Assemblée Nationale (A.N. F 22 530),  
celle de 1917 par le commissaire central de police de Saint-Etienne (A.D.L. 92 M 240 7).

Communes importantes	Nom de l'industriel	Nature de l'industrie	Fabrications pour la Défense Nationale	Nombre moyen des ouvriers employés		
				Avant la guerre	Septembre 1915	Novembre 1917
Saint-Etienne	Acieries de Saint-Etienne	Acieries, Forges	Obus manchons	1 980	2 568	3 514
	Le Marais					
	Atelier du Furan	Cycles	Obus, Fusées	210	346	670
	Le flaiive	Constructions mécaniques	Obus, canons, bombes	720	843	2 483
	Manufacture armes et cycles (Minard)	Armes et cycles	Canons, culasses, fusées	553	1 680	4 031
L'Horme	Société Horne et Huire	Constructions mécaniques	Obus	290	214	1 021
		Forges				
Saint-Chamond	Beausoleil	Constructions mécaniques	Obus	75	470	1 029
	Forges et acieries de la Marine	Acieries, fonderies	Canons, obus, fusées	2 948	8 617	17 413
Le Chambon-Feugerolles	Claudion	Acieries	Canons, obus, culasses, torpilles	777	1 424	1 868
	Besson-Paille Bertrand	Zinc	Obus gaines	223	495	618
Firminy	Acieries et Forges de Firminy	Acieries	Obus, canons	1 766	6 060	9 983
Unieux	Holtzer	Acieries	Obus, canons	1 686	2 606	3 833
(...)						
<b>Total général</b>				<b>23 800</b>	<b>45 374</b>	<b>108 967</b>